

*Questions orales*ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE HÂTER LA DATE LIMITE
POUR LA SUPPRESSION DU PLOMB

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et porte sur l'essence au plomb. Je voudrais plus précisément que le ministre nous indique s'il a l'intention de hâter la date à laquelle l'utilisation de l'essence au plomb sera réduite et d'appliquer cette mesure non pas en 1993, mais bien en 1990, date que la Société royale du Canada avait, à l'origine, jugée réaliste et possible. Le ministre est-il disposé à prendre aujourd'hui même cet engagement?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le Président, je ne suis pas en mesure de prendre cet engagement. Comme je l'ai mentionné à la députée de Broadview—Greenwood, ce rapport nous a été transmis. La décision entrera en vigueur le 31 décembre 1992.

Le ministre de l'Environnement et moi-même avons demandé à nos fonctionnaires de nous faire d'autres recommandations. Je ne peux rien ajouter à ce sujet pour l'instant.

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le ministre acceptera-t-il au moins d'indiquer à la Chambre la date à laquelle il nous communiquera sa décision, à la lumière de la nouvelle étude qu'il a demandée, étant donné qu'un certain nombre d'études, déjà effectuées au Canada et aux États-Unis, ont prouvé que le plomb constitue un élément très nocif dans le sang humain?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je voudrais qu'on s'entende bien sur la signification du mot «étude». Je n'ai pas demandé une nouvelle étude sur le saturnisme. Les preuves sont claires, et le problème n'est pas là. Nous devons plutôt déterminer les divers aspects administratifs et autres dont il faudra tenir compte si nous apportons des changements ou prenons des mesures pour combattre le saturnisme. J'ai demandé des renseignements supplémentaires à ce sujet et non une nouvelle étude qui ne viendrait que confirmer ce que nous savons déjà sur la nocivité du plomb.

* * *

L'ÉNERGIE

LA VENTE DE TEXACO CANADA

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie. Je suis sûr qu'il sait que jeudi dernier l'Agence de surveillance du secteur pétrolier a publié un rapport qui dit qu'au cours des deux dernières années la propriété canadienne dans le secteur pétrolier a diminué de 5 p. 100 et que le contrôle canadien a baissé de 13 p. 100.

Comme l'objectif du gouvernement fédéral est d'avoir environ 50 p. 100 de propriété canadienne dans le secteur pétrolier, je me demandais si le ministre, qui est responsable de l'énergie dans ce pays, peut nous dire, vu que Texaco est maintenant en vente, ce qu'il fait pour rétablir l'équilibre et répondre à l'objectif de 50 p. 100 de propriété canadienne dans le secteur pétrolier.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, les statistiques déposées par l'Agence de surveillance pétrolière révèlent des mouvements dans le secteur pétrolier, certaines années dans telle direction, certaines autres années dans une autre direction, mais cela ne change en rien les objectifs et les buts poursuivis par le gouvernement du Canada concernant la canadienisation des aspects en amont de notre secteur pétrolier. Pour ce qui est de la Texaco, monsieur le Président, pour l'instant, c'est une transaction privée qui se fait et qui se fera dans le cadre de la réglementation au Canada, particulièrement s'il y a lieu à des investissements au Canada.

[Traduction]

LE RÔLE D'INVESTISSEMENT CANADA

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, vu que le contrôle canadien dans le secteur pétrolier a diminué de 13 p. 100 en deux ans seulement, ce qui est beaucoup, le ministre envisage-t-il de donner des instructions spéciales à Investissement Canada pour que, lorsque Texaco sera vendue—elle qui est sous contrôle étranger—elle soit vendue à des Canadiens afin de canadieniser le secteur?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, ce n'est pas exactement comme cela que les transactions commerciales se font dans un pays de libre entreprise. Et s'il y a lieu, et qu'Investissement Canada se doit d'être consulté, d'intervenir, cela se fera en collaboration et en coopération entre le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre responsable d'Investissement Canada.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES
ÉTATS-UNIS—LA PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Les Canadiens ont été révoltés d'apprendre, aujourd'hui, que le gouvernement a accru de 6 millions de dollars le budget de la campagne publicitaire sur le libre-échange, après que les sondages d'opinion lui eurent révélé que de plus en plus de Canadiens rejettent l'accord commercial du premier ministre.